



La comédie de la « théorie du complot »

Comment le gouvernement et les médias utilisent cette formule pour se débarrasser de l'opposition...

Par [James Bovard](#)

Mondialisation.ca, 28 juin 2021

jimbovard.com

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Services de renseignements](#)

Le rapport de Biden sur la « [Stratégie nationale de lutte contre le terrorisme intérieur](#) », publié la semaine dernière, déclare que pour « renforcer la foi dans la démocratie américaine », il faut « trouver des moyens de contrer l'influence et l'impact des dangereuses théories du complot ». Au cours des dernières décennies, les théories du complot se sont multipliées presque aussi vite que les mensonges et les dissimulations des gouvernements. Bien que de nombreuses allégations soient ridiculeusement farfelues, l'establishment politique et les médias apposent systématiquement l'étiquette « théorie du complot » à toute remise en cause de leur domination.

Selon [Cass Sunstein](#), professeur de droit à Harvard et tsar de la réglementation d'Obama, une théorie du complot est « un effort pour expliquer un événement ou une pratique en faisant référence aux machinations de personnes puissantes, qui ont également réussi à dissimuler leur rôle ». Les citoyens raisonnables sont censés présumer que le gouvernement crée des milliers de milliards de pages de nouveaux secrets chaque année pour leur propre bien, et non pour cacher quoi que ce soit au public.

Au début des années 1960, les théories du complot étaient pratiquement un non-sujet, car 75% des Américains faisaient confiance au gouvernement fédéral. Une telle crédulité n'a pas survécu à l'assassinat de John F. Kennedy. Sept jours après que Kennedy a été abattu le 22 novembre 1963, le président Lyndon Johnson a créé une commission (connue plus tard sous le nom de Commission Warren) pour supprimer la controverse sur l'assassinat. Johnson et le chef du FBI, J. Edgar Hoover, ont intimidé les membres de la commission pour qu'ils publient rapidement un rapport approuvant la version de l'assassinat selon laquelle il s'agissait d'un tireur isolé et fou. Le leader de la minorité de la Chambre des Représentants, Gerald Ford, membre de la commission, a révisé le rapport final du personnel pour modifier l'endroit où la balle a pénétré dans le corps de Kennedy, sauvant ainsi la théorie de la « balle magique » de Hoover. Après que les conclusions de la Commission Warren ont été ridiculisées comme étant un blanchiment, Johnson a ordonné au FBI de mettre sur écoute les critiques du rapport. Pour protéger l'histoire officielle, la commission a scellé les dossiers clés pendant 75 ans. La vérité n'éclaterait qu'une fois que toutes les personnes impliquées dans la dissimulation auraient obtenu leur pension et seraient mortes.

La controverse entourant la Commission Warren a incité la CIA à s'attaquer officiellement à la notion de théorie du complot. Dans une alerte adressée en 1967 à ses stations et bases à l'étranger, la CIA déclare que le fait que près de la moitié des Américains ne croient pas qu'Oswald a agi seul « est un sujet de préoccupation pour le gouvernement américain, y

compris pour notre organisation » et met en danger « toute la réputation du gouvernement américain ». Le mémo demandait aux destinataires « d'employer des moyens de propagande » et d'exploiter « les contacts amis de l'élite (en particulier les politiciens et les éditeurs), en soulignant... certaines parties du discours sur la conspiration semblent être délibérément générées par des propagandistes communistes ». La preuve ultime de l'innocence du gouvernement : « Une conspiration à l'échelle souvent suggérée serait impossible à dissimuler aux États-Unis ».

La CIA a toutefois dissimulé un large éventail d'assassinats et de coups d'État étrangers qu'elle a menés jusqu'à ce que des enquêtes du Congrès, au milieu des années 1970, ne lèvent le voile. Le *New York Times*, [qui a révélé le mémo de la CIA en 1977](#), a noté que la CIA « a réuni sa machine de propagande pour soutenir une question qui préoccupe beaucoup plus les Américains, et la CIA elle-même, que les citoyens d'autres pays ». Selon l'historien Lance deHaven-Smith, [auteur de Conspiracy Theory in America](#), « la campagne de la CIA visant à populariser le terme « théorie du complot » et à faire de la croyance au complot une cible de ridicule et d'hostilité doit être créditée... d'être l'une des initiatives de propagande les plus réussies de tous les temps ». (En 2014, la CIA a publié [un rapport fortement expurgé admettant](#) qu'elle avait été « complice » d'une « dissimulation » de JFK en retenant des informations « incendiaires » à la Commission Warren).

L'administration Johnson a également cherché à dépeindre les critiques de sa politique de guerre au Vietnam comme des fous du complot, du moins quand elle ne les dépeignait pas comme des laquais communistes. Au cours des audiences du Sénat de 1968 sur l'incident du golfe du Tonkin, le secrétaire à la Défense Robert McNamara a dénoncé les « insinuations monstrueuses » selon lesquelles les États-Unis avaient cherché à provoquer une attaque nord-vietnamienne et [a déclaré](#) qu'il était « inconcevable que quiconque connaissant un tant soit peu notre société et notre système de gouvernement puisse soupçonner l'existence d'une conspiration » visant à conduire la nation à la guerre sous de faux prétextes. Trois ans plus tard, la divulgation des Pentagon Papers a démolit la crédibilité de McNamara et d'autres hauts fonctionnaires de l'administration Johnson qui avaient effectivement entraîné l'Amérique dans la guerre du Viêt Nam sous de faux prétextes.

Les condamnations des théories du complot sont devenues une marque de fabrique de l'administration Clinton. En 1995, le président Bill Clinton a affirmé que les personnes qui pensaient que le gouvernement menaçait leur droit constitutionnel étaient des ingrats dérangés : « Si vous dites que le gouvernement est en train de conspirer pour vous priver de votre liberté, vous vous trompez tout simplement... Comment osez-vous vous prétendre patriotes et héros ! » La même année, la Maison Blanche a compilé un rapport enfiévré de 331 pages intitulé « [Communication Stream of Conspiracy Commerce](#) », attaquant les magazines, les groupes de réflexion et autres qui avaient critiqué le président Clinton. Dans les années qui ont suivi, de nombreuses organisations condamnées dans le rapport de la Maison Blanche ont été la cible d'audits de l'IRS, notamment la Heritage Foundation et le magazine *American Spectator*, ainsi que près d'une douzaine d'accusateurs individuels très médiatisés de Clinton, dont Paula Jones et Jennifer Flowers. Malgré les protestations de Clinton selon lesquelles il ne représentait aucune menace pour la liberté, même l'ACLU a admis en 1998 que l'administration Clinton s'était « engagée dans la surveillance subreptice, comme les écoutes téléphoniques, à une échelle bien plus grande que jamais auparavant... L'administration utilise des tactiques de peur pour acquérir de vastes nouveaux pouvoirs pour espionner tous les Américains ».

Certaines allégations relatives à la « théorie du complot » exposent de manière comique la

naïveté des responsables officiels de la surveillance. En avril 2016, l'Université Chapman a mené une enquête auprès des Américains et a annoncé que « *la théorie du complot la plus répandue aux États-Unis est que le gouvernement dissimule des informations sur les attentats du 11 septembre, un peu plus de la moitié des Américains ayant cette conviction* ». Ce sondage ne demandait pas si les gens croyaient que les World Trade Centers avaient été détruits par un travail de l'intérieur ou que le président George W. Bush avait secrètement organisé les attaques. Au lieu de cela, on a simplement demandé aux gens si « le gouvernement dissimule des informations » sur les attaques. Seul un idiot du village, un professeur d'université ou un éditorialiste pourrait supposer que le gouvernement a fait toute la lumière. Trois mois après la réalisation de l'enquête de l'Université Chapman, l'administration Obama a finalement publié 28 pages d'un rapport du Congrès de 2003 qui révélait que des responsables du gouvernement saoudien avaient directement financé certains des pirates de l'air du 11 septembre en Amérique. Cette révélation a fait voler en éclats le scénario soigneusement construit par l'administration Bush, la Commission du 11 septembre et les légions de médias complices. (Les poursuites se poursuivent devant les tribunaux fédéraux pour obliger le gouvernement américain à divulguer davantage d'informations [sur le rôle du gouvernement saoudien](#) dans les attentats).

« La théorie du complot » est souvent un drapeau de complaisance pour les médias. En 2018, le *New York Times* a affirmé que l'utilisation par Trump de l'expression « Deep State » (État Profond, ndlr) et d'une rhétorique similaire « *attisait les craintes qu'il érode la confiance du public dans les institutions, sapant l'idée de vérité objective et semant des soupçons généralisés sur le gouvernement et les médias d'information* ». Cependant, après que les allégations de responsables gouvernementaux anonymes ont suscité la première destitution de Trump en 2019, le chroniqueur du *New York Times* James Stewart s'est réjoui : « *Il y a un État profond, il y a une bureaucratie dans notre pays qui s'est engagée à respecter la Constitution, à respecter l'État de droit... Ils travaillent pour le peuple américain* ». L'éditorialiste du *New York Times* Michelle Cottle a proclamé : « *L'État profond est bien vivant* » et l'a salué comme « *une collection de fonctionnaires patriotes* ». Presque immédiatement après que son existence n'a plus été niée, l'État profond est devenu l'incarnation de la vertu à Washington.

L'élite médiatique peut fabriquer des désignations de « théorie du complot » presque en un clin d'œil. Une semaine après le jour des élections de 2020, le *New York Times* a publié un gros titre en haut de la première page : « *Les officiels des élections dans tout le pays n'ont trouvé aucune fraude* ». Comment le *Times* l'a-t-il su ? Ses journalistes ont appelé chaque État et ont demandé : « *Avez-vous constaté des fraudes ?* ». Les fonctionnaires électoraux ont répondu « non », prouvant ainsi que quiconque remettait en question la victoire de Biden faisait la promotion d'une conspiration sans fondement. Alors que les principaux politiciens libéraux ont dénoncé les sociétés de vote électronique comme n'ayant aucun compte à rendre et étant malhonnêtes en 2019, tous les doutes concernant ces sociétés sont devenus des « conspirations » après ce titre du *Times*. Le *Times* a contribué à stimuler une cacophonie médiatique noyant toute personne se plaignant de la récolte des bulletins de vote, de l'envoi massif illégal de bulletins de vote par correspondance ou des échecs généralisés de vérification de l'identification des électeurs.

En fait, les accusations de « théorie du complot » ont aidé Biden à remporter l'élection présidentielle de 2020. Comme l'a récemment fait remarquer le sénateur Lindsey Graham (R-SC), si les Américains croyaient que le virus COVID-19 avait été créé dans un laboratoire du gouvernement chinois, Trump aurait probablement remporté l'élection, car les électeurs

auraient cherché un dirigeant capable de se montrer ferme envers la Chine. Mais l'explication de l'origine du laboratoire a rapidement été qualifiée d'hérésie pro-Trump. Le *Washington Post* a dénoncé le sénateur Tom Cotton (R-AR,) pour avoir suggéré que le virus provenait du laboratoire, ce qui était soi-disant une « *théorie du complot déjà démythifiée* ». Vingt-sept éminents scientifiques [ont signé une lettre](#) dans le *Lancet* : « *Nous nous unissons pour condamner fermement les théories du complot suggérant que le COVID-19 n'a pas une origine naturelle... Les théories du complot ne font rien d'autre que de susciter la peur, les rumeurs et les préjugés qui mettent en péril notre collaboration mondiale dans la lutte contre ce virus* ». *The Lancet* n'a révélé que la semaine dernière que [l'un des signataires](#) et la personne [qui a organisé la campagne de signature de la lettre](#) dirigeaient une organisation qui recevait des subventions du gouvernement américain pour ses travaux au laboratoire de l'Institut de virologie de Wuhan. Le président Biden a ordonné aux agences de renseignement américaines de réexaminer la situation pour tenter de déterminer l'origine du COVID-19.

Les accusations de « théoriciens du complot » vont-elles permettre au FBI et à d'autres agences fédérales de sortir de prison en ce qui concerne l'affrontement du 6 janvier au Capitole ? Après que Tucker Carlson, de *Fox News*, a présenté des allégations selon lesquelles des informateurs ou des agents du FBI auraient été à l'origine de l'émeute, le *Washington Post* a rapidement dénoncé sa « *théorie sauvage et sans fondement* », tandis que le *Huffington Post* a dénoncé sa « *ridicule théorie du complot* ». Peu importe combien de fois le FBI a été l'instigateur de complots terroristes ou de violences politiques au cours des 60 dernières années (y compris le complot visant à kidnapper la gouverneure du Michigan, Gretchen Whitmer, en novembre dernier). Au lieu de cela, les gens décents ne doivent rien faire pour mettre en péril le récit officiel du 6 janvier comme un horrible événement terroriste privé au même titre que la guerre de 1812, Pearl Harbor et les attentats du 11 septembre.

La « théorie du complot » est une phrase magique qui efface tous les abus fédéraux antérieurs. De nombreux libéraux qui invoquent cette phrase citent aussi rituellement un livre de 1965 de l'ancien communiste Richard Hofstadter, « *The Paranoid Style in American Politics* ». Hofstadter décrivait la méfiance à l'égard du gouvernement comme une procuration de la maladie mentale, un paradigme qui rend le caractère des critiques plus important que la conduite des agences gouvernementales. Pour Hofstadter, c'était une vérité évidente que le gouvernement était digne de confiance parce que la politique américaine avait « *une sorte de code professionnel... incarnant la sagesse pratique de générations de politiciens* ».

Une grande partie de la rage de l'establishment contre les « théories du complot » a été motivée par la notion selon laquelle les dirigeants ont droit à une obéissance intellectuelle passive. Le même état d'esprit de lèse-majesté a été largement adopté pour brouiller l'histoire américaine. Arthur Schlesinger Jr, l'historien de la cour du président John F. Kennedy et un intellectuel libéral vénéré, a déclaré en 2004 dans un article de *Playboy* : « *Les historiens d'aujourd'hui concluent que les colons ont été poussés à la révolte en 1776 en raison de la fausse conviction qu'ils étaient confrontés à une conspiration britannique visant à détruire leur liberté* ». L'imposition par les Britanniques de la loi martiale, la confiscation des armes à feu, les blocus militaires, la suspension de l'habeas corpus et la censure étaient-ils simplement une fantaisie déréglée de Thomas Jefferson ? L'idée que les Britanniques ne conspireraient jamais pour détruire la liberté n'est pas très populaire à Dublin. Pourquoi ferait-on confiance à des universitaires qui étaient aveugles aux menaces

britanniques dans les années 1770 pour juger avec précision des dangers contemporains pour la liberté ?

Comment [l'administration Biden](#) entend-elle lutter contre les « théories du complot » ? Le rapport Biden sur le terrorisme préconise de « *renforcer la confiance dans le gouvernement* » en « *accélérant le travail pour faire face à un environnement d'information qui met au défi un discours démocratique sain* ». L'équipe de Biden s'appuiera-t-elle sur la « solution » suggérée par Cass Sunstein : « *l'infiltration cognitive des groupes extrémistes* » par des agents et des informateurs du gouvernement pour les « miner » de l'intérieur ? Un rapport du Sénat de 1976 sur le programme COINTELPRO du FBI [exigeait des garanties](#) qu'une agence fédérale ne serait plus jamais « *autorisée à mener une guerre secrète contre les citoyens qu'elle considère comme des menaces pour l'ordre établi* ». En réalité, le FBI et d'autres agences ont continué à mener une guerre secrète contre les « menaces » et des légions d'informateurs sont probablement occupés à « infiltrer cognitivement » en ce moment même.

La « théorie du complot » restera un des ricanements favoris de l'élite politico-médiatique. Rien ne peut remplacer le fait que les Américains développent de meilleurs radars de B.S. pour les affirmations gouvernementales et les balivernes privées. En attendant, il y a toujours le remède qu'un article du [Washington Post](#) sur la santé a vanté à la fin de l'année dernière : « *Essayez l'imagerie guidée. La visualisation de résultats positifs peut aider à maîtriser les émotions intenses qui pourraient vous rendre plus vulnérable aux théories du complot nuisibles* ».

James Bovard

Article original en anglais : [The 'Conspiracy Theory' Charader](#), le 27 juin 2021.

Traduit par [Aube Digitale](#)

La source originale de cet article est [jimbovard.com](#)

Copyright © [James Bovard](#), [jimbovard.com](#), 2021

Articles Par : [James Bovard](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca